



# Déclarations et Discours

---

NO 85/13

## C'EST LE MOMENT DE RENOUVELER NOTRE ENGAGEMENT VIS-À-VIS L'UNESCO

Déclaration de l'honorable Monique Vézina, ministre des Relations extérieures, à la Conférence générale de l'UNESCO, Sofia, Bulgarie, le 21 octobre 1985.

... L'engagement du Canada vis-à-vis des idéaux et du mandat de l'UNESCO [Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture] reste inchangé. Nous avons besoin d'une UNESCO. Le monde a besoin d'une UNESCO. Cette institution est un élément clé du système onusien. Aujourd'hui, cependant, l'UNESCO est en quelque sorte représentative de la situation générale aux Nations Unies. Elle est donc un « banc d'essai » pour ce système, et pour sa réforme. La croissance rapide du nombre de ses membres — avec 160 États membres, c'est maintenant l'une des plus grosses institutions spécialisées — a mis fin à la majorité automatique des pays du bloc occidental.

L'accent que l'UNESCO a mis sur la discipline et les restrictions financières a été un facteur indispensable dans le processus de réforme. Son rôle en tant que branche intellectuelle du système onusien demeure à la fois unique et précieux. Mais, à l'instar de certaines autres parties de la famille des Nations Unies, ses programmes ont pris progressivement une dimension nouvelle pour répondre aux besoins et aux aspirations des pays en développement. Dans le cas de l'UNESCO, cela a voulu dire de renforcer l'assistance technique et l'aide au développement. Et cette évolution, même si elle procède directement des préoccupations intellectuelles de l'institution, et même si j'y suis très sensible à titre de ministre responsable des programmes de coopération du Canada, a malheureusement mené à l'éparpillement et à la fragmentation. L'UNESCO a peut-être répondu trop facilement et sans trop de discernement aux demandes qui lui étaient faites par les États membres.

Aux yeux du public, dont l'opinion a une importance vitale, l'UNESCO n'a pas fait aussi bien que d'autres institutions du système onusien. Dans bon nombre de régions du monde, les médias l'ont traitée sévèrement et, parfois, injustement. Les allégations ont peut-être été exagérées — quoique dernièrement les rapports dans la presse, du moins au Canada, ont été un peu plus positifs, reconnaissant par là les progrès véritables qui se dessinent maintenant au sein de l'Organisation.

Mais la crise reste grave. L'UNESCO ne jouit pas encore de la pleine confiance de certains de ses membres, et assurément pas de celle de quelques-uns de ses grands donateurs. L'UNESCO n'est pas la seule institution intergouvernementale qui ait des problèmes, mais les siens sont plus visibles. Il nous faut améliorer la performance de l'Organisation, pour montrer qu'elle peut s'acquitter de son mandat et que ce mandat est très valable.

Nous partageons tous la même préoccupation. Pouvons-nous renouveler notre engagement vis-à-vis des idéaux qui ont inspiré la création de l'UNESCO? Est-ce que cette dernière peut se concentrer sur les domaines où les besoins sont flagrants, et qui rallient l'appui de la majorité? Peut-elle réduire les cas de double emploi avec d'autres organismes multilatéraux? L'UNESCO peut-elle relever le défi de la

---